

Le retour à la "guerre du latin", par Henri Tincq
LE MONDE | 03.11.06 | 14h17 • Mis à jour le 03.11.06 | 14h17

Une nouvelle crise couve au sein de l'Eglise catholique, dont les prémices se font déjà sentir en France. La "guerre du latin" est de retour. On croit rêver, revenir quarante ans en arrière, quand, après le concile Vatican II (1962-1965), partisans et adversaires de la nouvelle liturgie en venaient presque aux poings. Quand Mgr Lefebvre, évêque rebelle, tonnait contre la messe "moderniste", qui trahissait, selon lui, la plus ancienne tradition de l'Eglise.

Le christianisme est aux prises avec des défis d'une ampleur jamais égalée : l'érosion de la foi dans la vieille Europe laïcisée, la montée du "relativisme" des valeurs et des pratiques, la cohabitation avec un islam tenté par le radicalisme. Et, pourtant, l'Eglise catholique ne craint pas de disperser son énergie dans une querelle de rites qui semble d'un autre âge, mais recouvre des controverses autrement plus graves.

A peine sorti d'une désastreuse polémique avec le monde musulman, Benoît XVI serait à la veille de prendre une initiative qui, déjà, suscite des expressions scandalisées et des pressions de toute nature. Un motu proprio - décision personnelle du pape - devrait "libéraliser" la messe selon le rite ancien de l'Eglise (en latin et dos du célébrant tourné au public), dit rite "tridentin" (datant du concile de Trente, 1545-1563). "Libéraliser" voudrait dire ici donner le droit à chaque prêtre de célébrer la liturgie dans le rite de son choix : ancien (latin) ou moderne (en langue locale, soit l'usage depuis Vatican II). Bref, le latin, qui était le rite d'exception, soumis à une autorisation de l'évêque, va devenir un rite universel de plein droit.

Les deux camps sont déjà en place pour une bataille qui s'annonce frontale : celui des "traditionalistes", ultraminoritaires mais revanchards, héritiers de l'"intransigeantisme" catholique du XIXe siècle, qui aujourd'hui triomphent, obtiennent tout ce qu'ils réclament depuis quarante ans et s'approprient ce pape conservateur dont ils ont accueilli l'élection en 2005 comme une bénédiction. Puis le camp des catholiques dits "de progrès", qui craignent des pressions intégristes répétées sur le clergé local, le retour à des polémiques stériles et la création d'une sorte d'Eglise parallèle.

Contre la libéralisation de la messe en latin, des prêtres et des évêques retrouvent vis-à-vis du Vatican une liberté de parole qu'ils avaient perdue depuis longtemps. Ils disent avoir été floués à la suite de l'isolement d'une Curie romaine éloignée du terrain. Les cardinaux français Jean-Marie Lustiger et Jean-Pierre Ricard se sont rendus ces derniers jours auprès du pape. "C'est l'autorité du dernier concile qui est en cause", vient d'affirmer de son côté Mgr André Vingt-Trois, archevêque de Paris, devant un envoyé du Vatican.

Dans toute religion, la liturgie est affaire respectable, mais cette polémique ne se réduit bien sûr pas à une affaire de rite. Celle-ci est un trompe-l'oeil. C'est l'héritage de Vatican II qui est menacé : un concile qui a rajeuni le catholicisme, l'a ouvert à la modernité, l'a rapproché des hommes de son temps, a reconnu leur liberté de conscience et de religion, a exploré toutes les voies d'un dialogue avec les athées, avec les "frères" chrétiens séparés et les non-chrétiens, juifs, musulmans. Depuis quarante ans, le vent a tourné. Dix-huit mois après son élection, le procès de Benoît XVI a commencé : un pape néoconservateur est à l'oeuvre et, après le durcissement de son face à l'islam, les facilités données à la liturgie traditionnelle confirmeraient le grignotage des acquis de Vatican II.

La réalité n'est bien sûr pas si simple. Mais à vouloir réintégrer, à marche forcée, son aile la plus traditionaliste, le pape multiplie les concessions qui scandalisent ses fidèles parmi les plus modérés, surtout en France, d'où est parti le schisme de Mgr Lefebvre (qui a consacré illégalement, en 1988, quatre évêques ipso facto excommuniés avec lui), où les évêques et les prêtres conciliaires font encore l'objet d'un harcèlement constant de la part de groupes "tradis", spécialistes de la délation et de la calomnie. Le 8 septembre, le Vatican a autorisé la création à Bordeaux d'un institut de droit autonome pour accueillir des curés intégristes, faux repentis (comme l'abbé Laguérie, aux liens anciens avec l'extrême droite) qui n'ont jamais manifesté qu'un discours de haine à l'égard des papes "modernistes" et de rejet du dernier concile, qui aurait "protestantisé" l'Eglise.

LES BREBIS ÉGARÉES

L'affaire du retour à la messe en latin est plus grave. En charge de l'unité de son Eglise, le pape n'entend ménager aucun effort pour tenter de ramener au bercail ses brebis égarées. On ne peut sérieusement le lui reprocher. Ses deux prédécesseurs, Paul VI (1963-1978) et Jean Paul II (1978-2005), en avaient fait autant.

Déjà, à son poste de préfet de la doctrine, l'ex-cardinal Ratzinger avait tout tenté pour trouver un compromis avec Mgr Lefebvre et ses héritiers. A peine élu pape, il a reçu Mgr Bernard Fellay, évêque excommunié, supérieur de la Fraternité schismatique Saint-Pie X. Et, le 22 décembre suivant, pour le quarantième anniversaire de Vatican II, il a prononcé un discours dans lequel il confirmait sa préférence pour une lecture du concile "en continuité" de la tradition, non "en rupture".

Le nouveau chef de l'Eglise catholique n'a jamais fait mystère de sa répulsion pour les abus d'une réforme "qui a fait dégénérer la liturgie en show". En 1997 déjà, il écrivait dans *Le Sel de la terre* (Flammarion) : "Je suis d'avis que l'on devrait accorder beaucoup plus généreusement à tous ceux qui le souhaitent le droit de conserver l'ancien rite." On en est là aujourd'hui. Rome pense que la libéralisation de la messe à l'ancienne est le prix à payer pour la réintégration des schismatiques. Elle sera suivie d'une levée des excommunications et de toutes les sanctions prises contre eux. De quoi alarmer les catholiques qui n'ont jamais connu d'autre fidélité qu'à l'Eglise de Vatican II et d'autre messe que la moderne. Ils se demandent pourquoi le Vatican fait tant d'efforts pour se réconcilier avec une fraction aussi récalcitrante, au lieu de la laisser à son sort de petite secte sans avenir et sans âme.

Le scepticisme sur la stratégie romaine l'emporte. C'est un faux calcul de croire que les traditionalistes vont renoncer à leur fonds de commerce, s'amender, faire pénitence, se rallier au dernier concile, cesser leurs campagnes contre un clergé et un épiscopat qui, à les entendre, auraient perdu toute autorité, ne sauraient plus attirer de jeunes prêtres, feraient trop de politique, ne défendraient plus assez de certitudes morales et dogmatiques, dialogueraient trop avec les juifs, les protestants, les musulmans. En montrant que les réformes du concile, et l'esprit même de Vatican II, étaient, d'une certaine manière, négociables, le pape a pris un gros risque : celui de faire passer le souci de la réconciliation et de l'unité avant celui de la clarté doctrinale.

HENRI TINCQ

Article paru dans l'édition du 04.11.06